

Quel avenir pour la ville ?

Le samedi 19 février 2000 le PCF organisait une rencontre sur le thème « dans la mutation de la société, quelle vie urbaine pour les êtres humains, quel avenir pour la ville ? Les participants ont pu échanger leurs réflexions autour de trois axes :

- avec les mutations du travail, l'évolution des activités humaines, comment se structure la vie urbaine ?
- qualité de l'habitat, des services, de l'environnement - des demandes montantes en ville : quels modes de vie urbains développer, quels choix opérer pour l'aménagement urbain ?
- comment construire de nouveaux liens sociaux, une nouvelle vie collective dans un tissu urbain en crise ? quelles formes de démocratie, de citoyenneté pratiquer dans la ville ?

Nous publions ici les trois interventions liminaires à cette rencontre.

Mutations du travail et urbanisation

par Charles Marziani*

L'urbain s'affirme comme le fait nouveau de l'organisation de la société française actuelle. Plus de quarante-quatre millions de personnes – 75,5% de la population de la France métropolitaine – résident dans des unités urbaines ; la moitié de la population vit dans l'une des 40 aires urbaines de plus de 150 000 habitants ; on assiste à la montée en puissance d'une dizaine de grandes agglomérations dépassant 200 000 habitants et à un déplacement vers le Sud et le littoral. Ce mouvement profond s'accompagne aussi d'une concentration de l'activité dans ces mêmes zones urbaines. Cette montée en puissance du phénomène urbain constitue une mutation forte de la France, elle se double d'une mutation considérable du travail, plus généralement des activités humaines, d'une poussée d'exigences d'épanouissement des capacités dans tous les domaines.

* Responsable de la commission « Logement - habitat - vie urbaine » du PCF

On vit une période où la planification urbaine pensée au milieu des années quatre-vingt, après les efforts de reconstruction de l'après guerre, est en crise profonde.

Cette planification s'était effectuée dans le cadre d'une forte croissance de l'emploi industriel, d'une organisation zonale de la ville : entreprise, habitat, commerce, puis lieux culturels périphériques. Au fond juxtaposition de zones à vocation unique, ce schéma de développement induisait une ville étalée, voire éclatée, où les relations s'effectuaient par des déplacements massifs de zone à zone.

La crise d'un mode de planification urbaine

Nous-mêmes étions sur une vision de la ville comme lieu d'organisation de la vie, de résistance face à l'entreprise conçue comme l'espace d'activités où était concentré l'essentiel de la production et de l'affrontement de classe.

Nous avons agi pour que la ville soit un lieu de vie, de culture, de services mais dans un schéma qui, dans une certaine mesure, entraînait aussi dans une politique de spatialisation face au patronat qui tentait d'organiser la

ville au service de l'entreprise. Nous étions dans une position, certes conflictuelle avec le capital, mais portant aussi prioritairement la question du développement industriel comme vecteur de tout progrès notamment social.

Dans l'organisation de la ville, la production de logements de meilleure qualité, l'offre de services aux habitants, les efforts pour l'école et la culture, participaient à une lutte pour donner du poids à la « force de travail » face au patronat. Avec ce mode d'organisation, la ville s'est grippée, elle est entrée en crise sous l'effet des mutations profondes de la société. Depuis trente ans les transformations du monde du travail ont été considérables. Rappelons en seulement quelques aspects structurels :

- la tertiairisation : 72% des emplois salariés en 1998 ;
- la montée considérable des services marchands (l'industrie a perdu en 25 ans 1,8 million d'emplois) ;
- la concentration de la durée de vie active sur une période plus brève de l'existence – on estime que la durée du travail dans le temps de vie consciente est de l'ordre de 10 à 15% ;
- le temps de travail est passé de

2 700 heures à 1 600 heures en un siècle avec des conséquences sur le temps urbain considérables ;

- les emplois connaissent une forte féminisation et l'élévation des qualifications.

Ces évolutions, qui sont de véritables mutations en profondeur de notre société, se sont effectuées sous l'effet d'une transformation fondamentale des conditions mêmes de la production, du travail et des activités humaines qui leur sont liées.

Un bouleversement de l'ensemble des activités humaines

Avec la révolution informationnelle, la part grandissante du travail intellectuel pousse à des transformations dans le contenu, l'organisation et le statut du travail. Dans le même temps, apparaît une montée d'exigences de créativité, de partage, d'initiative personnelle, de citoyenneté, même sur la finalité du travail.

On constate une difficulté du capital à faire face à ces mutations et exigences. Les formes d'exploitation classiques sous la forme du statut salarial posent un problème quand il ne s'agit plus d'exploiter seulement la force de travail classique mais aussi l'intelligence, la créativité. La question n'est pas une adaptation au contenu des tâches mais une anticipation des métiers, des savoirs par la formation, la culture. C'est primordial tout au long de la vie professionnelle.

Le capital cherche à adapter les formes d'exploitation en rendant pour lui plus simple le contrat de travail par la flexibilité, par les CDD, mais aussi en précarisant massivement. La précarisation n'est pas seulement une conséquence des mutations et de la crise, mais une véritable stratégie patronale dans la recherche de nouvelles formes d'exploitation pour utiliser mieux la force de travail à son profit.

Ainsi le temps partiel progresse sans discontinuer : 68 % des contrats se font en CDD essentiellement pour les nouveaux entrants dans le travail. Sous la pression de l'externalisation des services, l'utilisation du travail intellectuel sous forme totalement précarisée devient la norme. Parmi les entreprises qui se créent, 75 % le sont sans salariés (266 000 en 1998). Ce sont des formes d'auto-emploi. C'est sous cette forme nouvelle d'exploitation et de précarisation que se créent des emplois de services, des emplois



La conception même de l'urbanisme a souvent aggravé les difficultés sociales dans les banlieues.

de « forte créativité », dont un sur deux disparaît au bout de deux ans.

Mais cette recherche de flexibilité accrue, de précarisation, de déréglementation exige en même temps des conditions nouvelles pour valoriser le travail.

La ville offre des possibilités : elle permet la concentration de la force de travail disponible, de cette vie adaptable. Le capital peut puiser là, en continu, des individus capables de répondre à ses besoins. La concentration dans une série de métropoles ou d'agglomérations importantes, de services de formations, de recherches, avec une jeunesse formée, disponible, rend possible ces nouvelles formes d'exploitation.

Un des rapports nouveaux entreprise capitaliste/ville qui pointe, n'est-ce pas précisément que la ville est en elle-même un espace de créations de richesses que les entreprises viennent ponctionner avec de nouvelles formes d'exploitation ? Ce qui renvoie d'ailleurs à la question du rapport travail/hors travail : comment la ville peut-elle organiser différemment ce rapport ?

Révolutionner l'organisation de la vie urbaine

Mais l'entreprise a aussi besoin de stabilité, de fiabilité, de mémoire, d'accumulation de savoirs et de savoir-faire, « d'approfondissement »

des compétences. Elle est dévorée par le temps court de la rentabilité, de la réalisation marchande, mais elle a aussi besoin d'inscrire ses activités dans la durée, d'assurer la valeur d'usage de ses produits. Ces éléments de stabilité, n'est-ce pas aussi la ville qui peut les offrir dans un autre rapport à l'économie quand, précisément, la dimension des savoirs, de l'accumulation culturelle n'appartient plus seulement à l'entreprise ?

Ne peut-on pas envisager que, dans la fonction même de la ville, ces fonctions de mise en commun des capacités humaines, des savoirs, puissent permettre de trouver des ressorts pour une organisation solidaire et plus efficace de la vie urbaine ?

En effet les mutations en cours appellent à la fois une capacité d'autonomie des êtres humains, le développement des capacités individuelles et elles appellent aussi à la mise en commun des moyens et à une organisation qui donne de la cohérence et du sens.

Dans les évolutions lourdes de ces deux dernières décennies, la montée d'un chômage massif et d'une précarisation des populations les plus démunies s'est concentrée dans le phénomène dit des banlieues. Cette réalité de non-travail massif dans des zones fragilisées par la conception même de l'urbanisme a créé un phénomène lourd de difficultés sociales. S'y sont

succédées des politiques dites « de la Ville » qui, dans le général et la durée, n'ont pas réglé les problèmes.

Mais s'il s'agissait au fond, pour progresser, de faire avancer l'ensemble de la société, l'ensemble de l'organisation urbaine ? De sortir d'une stigmatisation, d'une dénonciation de l'exclusion qui renvoie à des politiques dites d'intégration traitant la marge mais pas l'essentiel. Au point qu'on en est arrivé à des formes de financement public de la précarisation du travail !

L'essentiel est sûrement qu'on a, là, l'extrême bout d'une stratégie de précarisation qui fait toujours peser sur le travail le poids des contraintes des entreprises. Une régulation du travail et des formes nouvelles d'exploitation qui renvoie la précarité toujours vers les plus faibles.

Travailler à l'utilité sociale des activités

Au fond n'est-ce pas les conditions mêmes du salariat et de son rapport à l'emploi qui sont profondément touchées ? Ne doit-on pas considérer, comme le suggère la proposition d'une sécurité d'emploi et de formation, qu'un autre rapport entre emploi, activité, fonction et statut salarié doit s'installer, ainsi qu'une autre régulation du travail que celle instaurée par le chômage et la précarisation ?

Mais alors, s'ouvrent des pistes alternatives à l'insertion des populations en difficultés, dans les emplois de type classique et dans la société telle qu'elle est : il ne s'agit plus de reproduire mais d'inventer.

La structure urbaine offre de nouvelles possibilités, à condition que les politiques publiques, les luttes sociales poussent dans trois directions :

- élaborer des liens nouveaux avec les entreprises pour qu'elles captent les richesses humaines concentrées en ville ;
- créer des activités de lien social dans les relations humaines, l'information, etc. ;
- veiller au développement des capacités de chaque individu.

En définitive, il faut travailler à l'utilité sociale des activités, aider à la construction et à la consolidation d'une force de travail collective qui permette un autre rapport au travail lui-même. ■

Agir pour le développement durable

par Eliane Robin*

Habitat, services, environnement, aménagement. Quel quotidien ? Quelle politique du quotidien pouvons-nous proposer qui prenne en compte les mutations du travail, des activités, des modes de vie, et qui réponde aux besoins de nos concitoyens ?

Nous constatons l'accélération du rythme de concentration des populations parce que le lieu de la production des biens et des services, la ville, attire les activités et les populations en quête de travail. Ceci entraîne la métropolisation et l'extension des territoires urbains d'où une nouvelle spatialisation, caractéristique du passage de la ville à l'urbain, qui se traduit par la disparition de l'unité de lieu, de la relation de proximité entre habitat et activité.

Le passage de la ville à l'urbain

Il s'agit d'un véritable saut quantitatif : l'espace éclate, phénomène accentué par les pratiques économiques et d'aménagement, consommatrices d'espace (pratique du zonage) et par l'accession à la propriété.

C'est aussi un saut qualitatif. L'unité de lieu impliquait que les rôles sociaux dans la cité prolongeaient les rôles sociaux à l'entreprise. L'engagement syndical, celui politique ou associatif, allaient ensemble. L'engagement était une forme de culture.

Hier l'unité de lieu allait de pair avec une forte adéquation entre le rythme de vie de la cité et le rythme de vie des entreprises. Aujourd'hui le travail ne synchronise plus la vie de la cité. L'éclatement des temps de travail constitue un élément de l'individualisation et de la dilution des rôles sociaux dans la cité, d'un délitement du lien social. Si l'économique reste un

élément structurant, ce n'est plus de la même façon.

Cette donnée est renforcée par la diminution du temps de travail. Malgré l'augmentation de la mobilité et donc des temps de transport, il reste aujourd'hui assez de temps pour envisager une autre activité que l'activité salariée. Par définition le choix de cette autre activité est individuel. Tout ceci mêlé donne naissance à une extraordinaire constellation. La ville, lieu de réduction des incertitudes, de rencontres, d'échanges ne fonctionne plus sur le seul principe de la proximité spatiale des individus, mais aussi sur la diversité de ces individus. L'urbain ne remplit plus aujourd'hui le rôle de cohésion sociale que jouait la ville d'hier.

Cette diversification est entretenue par les mutations technologiques domestiques qui induisent l'individualisation des pratiques familiales. Et par les mutations en terme de communication, type internet : on est en relation avec le monde entier sans connaître son voisin de palier.

Evidemment, toutes ces mutations ne peuvent qu'infléchir la vie politique et nos pratiques quotidiennes. Gardant au centre de nos préoccupations l'épanouissement des hommes de ce monde, la satisfaction de leurs besoins et la justice sociale, nous avons souhaité et nous souhaitons la démocratisation de la vie de la cité. Cette démocratie se traduisait pour nous par le développement de la production et du pouvoir d'achat. La croissance constituait la solution aux problèmes dans cette vision du monde.

Ecologie, environnement et développement durable

Hier c'était tout compte fait assez simple de définir un programme. Qu'en est-il aujourd'hui ? Je vais faire un détour dans le temps et introduire une notion, celle d'Environnement avec un grand E. C'est une notion avec laquelle nous ne sommes pas très à l'aise pour plusieurs raisons.

* Adjointe au Maire de Montreuil, chargée des questions de l'environnement.

La première c'est qu'il y a très souvent glissement de sens entre environnement et écologie avec tout ce que ce concept d'écologie peut véhiculer de respect de la tradition, donc d'opposition au progrès. Le concept est ambigu et donc ne peut qu'être suspect à nos yeux. Deuxième aspect qui chiffonne certains d'entre nous, c'est le rapport homme/nature. Evidemment la question est de taille et remet en cause quelques principes sur lesquels nous pensions pouvoir compter. L'homme ne maîtrise pas la nature et ne peut pas faire n'importe quoi. Certains prennent cette donnée comme credo et en font un système de pensée (les écologistes). Comment l'intégrer pour mieux prendre en compte cette dimension dans l'organisation de la vie de la cité au quotidien et donc repenser les questions d'habitat, de services et d'urbanisation qui reste notre sujet ? Un peu d'histoire peut nous y aider.

Dans un premier temps, paradoxalement c'est le Club de Rome qui alerte sur les dangers que représentent la croissance économique et la démographie. La proposition qui émane de ce groupe de travail c'est de limiter l'accroissement de la population et de tendre vers la croissance zéro. Bien entendu nous ne pouvons retenir cette proposition qui invaliderait la réponse aux besoins bien réels des populations. A ce moment là, environnement et développement économique sont en opposition.

Il faut attendre 1974 et la conférence des Nations Unies à Mexico

pour qu'émerge l'élaboration d'une stratégie de développement socio-économique équitable et respectueuse de l'environnement appelée stratégie d'éco-développement.

Cette notion, retravaillée entre temps, amènera la conférence de Stockholm sur les questions de développement. Nous remarquons que nous sommes passés, entre le club de Rome et Stockholm, du concept de croissance à celui de développement, ce qui signifie que désormais les questions économiques doivent prendre en considération les questions écologiques mais aussi sociales, affirmant la solidarité de destin entre les hommes de la planète. C'est le second temps.

Dans un troisième temps, retravaillée encore, cette notion devient ce qu'on appelle aujourd'hui le développement durable, introduisant la notion de solidarité intergénérationnelle. Nous sommes alors à Rio en 1992 ; le développement durable devient un principe, une référence qu'on retrouve dans les grandes conférences internationales (le Caire, Copenhague, Pékin, Istanbul) et dans les documents de grandes institutions telles que l'OCDE ou la Commission Européenne.

Ce concept de développement durable est à l'origine d'un renouveau de la réflexion sur la ville.

Si nous voulons que les villes tiennent compte simultanément de ces trois axes (économique, social, écologique), cela signifie que les prises de décisions, le développement retenu ne produisent pas leur propre fin.



Les tramways modernes se révèlent utiles et efficaces aux plans économique, écologique et social.

Comprendre et traiter la ville comme un système

L'ouverture sur le long terme lié à la prise en compte des générations futures ne peut que modifier les critères de décision, et dans un premier temps remettre en cause la notion de rentabilité à court terme. Cela nous met dans un horizon assez familier, même si nous avons considérablement privilégié la notion de profit sans trop traiter la question du court terme en tant que telle.

Prendre quelques précautions, prévenir plutôt que guérir, étudier l'impact d'une décision sur les autres domaines, tout ceci conduit à traiter la ville comme un système. Le processus de décision implique donc la concertation des différents acteurs de la société civile, la responsabilité de chacun étant définie clairement. Dans ce cadre, la responsabilité de l'économie libérale qui pille les ressources naturelles, les ressources humaines et pollue est on ne peut plus évidente.

Pour ce qui concerne les agglomérations, compte tenu des tensions dont elles sont le lieu, elles constituent un terrain privilégié de cette lutte entre le marché et la vie. En ce sens, la question urbaine est devenue pour la structuration de la pensée communiste moderne très importante. Pour ma part, je parle bien de lutte et ce contrairement à bien des interlocuteurs que j'ai pu rencontrer en fréquentant les salons de l'environnement. Dans ces salons, le consensus est à l'honneur, selon lequel de nouveaux modes de travail permettraient la mise en œuvre du cercle vertueux reliant l'économie, l'écologie, et le social. Le moins qu'on puisse dire, c'est que nous n'y sommes pas encore.

Prenons un exemple : l'occupation de l'espace. Nous l'avons vu, la ville s'étale pour deux raisons : la pratique du zonage et l'accession à la propriété. Cet étalement implique l'usage presque exclusif de la voiture comme mode de déplacement.

Les conséquences en termes environnementaux sont mauvaises : dépense d'énergie, pollution atmosphérique, bruit et en dernière analyse, problèmes de santé.

En terme de services urbains, le bilan n'est guère meilleur : extensions des réseaux d'assainissement, d'eau, d'électricité et de transport. Bien entendu, se constituent ainsi des zones de marginalité voire d'exclusion.

En terme de sociabilité le déficit est également important, que ce soit pour la culture ou les relations sociales.

Au total, il y a contre-utilité sociale. En terme de croissance le bilan peut paraître positif, mais en terme de développement, incluant les valeurs sociales, culturelles et les coûts environnementaux le bilan est négatif. L'approche globale est révélatrice et donc intéressante à mener, si on veut réellement agir pour l'épanouissement de tous les hommes dans un cadre de justice sociale.

Promouvoir les luttes pour de nouveaux droits

Quelques sources de difficultés sont facilement repérables : l'articulation avec les politiques de l'Etat ; l'organisation des services des collectivités locales ; les difficultés dans le domaine de la concertation.

Politique urbaine et Charte de l'Environnement permettent de commencer à dépasser ces difficultés. Néanmoins, il reste que le logement, les équipements collectifs et les transports constituent trois domaines de ségrégation dont l'espace ségrégatif est le produit.

Aujourd'hui, nous pouvons tenir un rôle fondamental en intégrant à notre réflexion la notion de développement durable et, en particulier, en maintenant la dimension sociale à égalité avec les aspects écologique et économique et en gardant le cap sur quelques orientations fondamentales telles que la construction d'un espace non ségrégatif ; l'égalité importance du temps consacré à la production et du temps consacré à l'activité personnelle ; l'égalité de droit à la santé, à la culture, à l'éducation ; et en n'oubliant pas que ces droits des hommes sont aussi ceux des hommes du Tiers monde. De ce point de vue les questions de l'environnement sont particulièrement éloquentes quant à la solidarité de devenir des êtres humains, le tout simplement pour éviter notre auto destruction. La motivation est donc forte et devrait provoquer l'attention du plus grand nombre.

Ainsi, tout ce qui conditionne la production - des conditions personnelles (force de travail) aux conditions générales (urbain, communication, transports) et aux conditions externes (environnement, nature) - devient aujourd'hui l'objet de luttes dans la cité. ■

La cité aux citoyens !

par Bernard Birsinger*

Je me félicite d'une telle rencontre. Je crois effectivement, comme l'indique la lettre d'accompagnement à l'invitation, que la question urbaine est aussi importante que la question sociale au 19^e siècle et que c'est structurant d'un projet communiste moderne

Changer la ville, c'est changer la vie. On ne peut pas par exemple parler de mondialisation sans parler de la ville. La population urbaine mondiale s'accroît désormais deux à trois fois plus vite que la population rurale. Chacun est conscient de l'ampleur de la révolution urbaine en cours : il va falloir, en quarante ans, édifier l'équivalent de mille villes de trois millions d'habitants, soit à peu près autant de villes qu'il en existe aujourd'hui.

Ce boom urbain va se développer dans les zones du monde les plus pauvres. On imagine aisément les pressions insoutenables, si rien ne bouge, sur les ressources naturelles, particulièrement en eau, en énergie ou sur les transports.

Dans le monde, comme ici, on constate l'inadaptation des modes urbains de consommation qui causent des dommages sans précédent à l'environnement urbain, mais plus largement à la qualité de vie sur la planète.

Consommation d'énergie, production de gaz à effet de serre, kilométrage de routes construites ou parcourues, nombre de voitures, production de déchets, pollution atmosphérique, pollution de l'eau et du sol... Il faut vite poser l'objectif du développement durable à tout développement futur de la ville, faire pénétrer cette idée dans la culture urbaine.

Impliquer les individus dans toute recherche de solutions

Vu la complexité même des questions posées, cela ne se réglera pas sans une implication nouvelle des individus, sans faire de cette implica-

tion la condition préalable à toute recherche de solutions.

La conception d'une ville pensée d'en haut par les experts est dépassée. Il faut passer d'une politique pour la ville à une politique avec la ville, avec ceux qui y habitent et y travaillent. Une ville construite aussi avec ses enfants, ses adolescents. Solliciter leur parole, la prendre en compte, c'est déjà créer un autre rapport entre les générations ; en fait, il faut se mobiliser autour d'un concept simple mais essentiel, la cité aux citoyens !

Pour revenir à mon terrain de prédilection, Bobigny, la Seine Saint-Denis, la demande la plus forte, entendue dans une consultation de la population qui a duré un an et concerné 8 000 habitants et salariés, est justement la revendication d'une ville vivable pour tous, et plus seulement habitable, d'une ville conviviale, solidaire, belle, citoyenne, ville par tous et pour tous.

La ville n'est pas une affaire de bâtiments, de route, de rocade, de zones, mais un mode d'existence, un milieu de vie. C'est dans la ville que s'est fondée la citoyenneté, la République, l'idée même de service public.

Il y a sûrement moyen d'aller plus loin aujourd'hui avec l'invention d'une ville et d'une république participative, et pour moi projet de ville est indissociable de projet de vie, projet de société. Je crois que la ville est le terrain privilégié de lutte contre la mondialisation financière. Il y a une aspiration forte à refuser une ville livrée à la dérégulation, aux marchands.

La ville représente un espoir de dépassement du capitalisme, pour refabriquer du commun, dit autrement pour bien vivre ensemble, comme je l'ai si souvent entendu dire dans mes réunions balbyniennes.

J'ai voulu faire ce détour avant d'aborder plus précisément la question de la mixité. Pour moi, la mixité n'est pas le mélange des pauvres avec les riches. Ce qu'il faut, c'est augmenter le niveau de vie de tous et particulièrement des plus démunis. Cela

* Député -Maire de Bobigny.

« La Ville est un roman »

La surface de la ville palpète de ses citoyens vivants
 Mais sa terre est richement semée de ses morts innombrables
 La ville est un entrepôt de récits, d'histoires
 Au temps présent, au passé et au futur
 La Ville est un roman

Les villes sont des choses simples. Ce sont des conglomérats de gens.
 Les villes sont des choses complexes. Ce sont des distillats géographiques et émotionnels de nations entières.

Ce qui fait une ville n'a pas grand rapport avec sa taille. C'est lié à la vitesse à laquelle ses citoyens marchent, à la coupe de leurs vêtements, au son de leurs cris...

C'est à ce moment là que vous avez le sentiment d'être en présence d'une entité plus vaste que vous. Et tel est bien le cas. En effet, alors que vous regardez à la lisière de votre champ visuel éclairé, vous apercevez les immeubles et les rues où cent mille, un million, dix millions d'histoires, aussi vivaces et complexes que la votre résident

Le divin ne va jamais plus loin que ça.

*Extrait du roman **Eureka Street** de l'Irlandais Robert Mac Liam Nison*

passer par des villes, de l'activité et du travail pour tous.

Le gouvernement annonce le plein emploi dans dix ans. Cela doit se construire aussi ville par ville. Je m'interroge beaucoup de ce point de vue sur le type d'emploi à créer, sur les évolutions du service public, de la fonction publique. Le temps libéré par les progrès technologiques, par les 35 heures, le travail économisé sur l'industrie et l'agriculture, ne libère-t-il pas du temps, des énergies, pour la citoyenneté, l'activité d'utilité sociale, la culture ?

C'est peut-être en partant de cette idée qu'il faut réfléchir à la question des « emplois jeunes », de leur utilité pour ces nouveaux métiers, et donc des efforts à fournir pour leur formation.

C'est un non-sens, et contraire à tous les efforts pour travailler une nouvelle politique de la ville au plan gouvernemental que de dire d'un autre côté : « pas de créations d'emplois dans la fonction publique avec les 35 heures ».

Remettre en cause la politique de zonage

Pour revenir à la mixité, je crois qu'il faut en faire un objectif essentiel, dans le sens d'une remise en cause fondamentale de la politique de zonage élaborée au début des années soixante ; ZI, ZUP, ZAC, on a continué après autrement avec ZEP, ZUS, etc. On habite à un endroit, on travaille à

un autre, on va faire ses courses dans la grande surface. D'une certaine manière on a juxtaposé des lieux à vocation unique et repoussé toujours plus loin les habitations. En étendant la ville, on l'a éclatée alors que l'histoire même des villes, c'est le mélange de toutes les fonctions.

Tout organiser en terme de fonctionnalité absolue, c'était une logique liée à la croissance, à l'économie des trente glorieuses et d'une certaine façon, on en paye encore la facture. Chacun s'est rendu compte que cette politique de zonage nous emmenait dans le mur (par exemple sur la place de la voiture : relier ces différents lieux par la voiture nécessite l'augmentation des parkings, des rocade, autoroutes, routes, etc).

Le projet de loi de solidarité et renouvellement urbains propose justement de repenser le fondamental, et de réfléchir la ville dans sa globalité, sa cohérence, sa mixité. Il y a dans cette loi une incitation forte, qui fait hurler à droite les partisans de l'apartheid, il s'agit du seuil obligatoire des 20% de logements sociaux par ville ! Pour moi, la mixité s'entend au sens où on resserre la ville, où on a rapproché, où on fait du transversal, où on construit une vision globale du projet de ville. C'est donc une mixité d'habitat, de transport et d'activités qui est nécessaire ; il y a un rejet fort de tous, fort à Bobigny, du ghetto et du zonage. Il y a une demande de mélange. Une demande de retisser du

lien social et du lien entre les lieux. Comment on habite, on se déplace, on vit, on travaille, ensemble ? Cela se retrouve aussi avec l'évolution de l'opinion concernant le droit de vote des étrangers.

Reconstruire la ville sur la ville est la bonne expression. Quand je regarde une ville comme Bobigny, on est passé d'une ville maraîchère à une ville nouvelle avec sa désignation comme ville chef-lieu. Aujourd'hui, nous n'avons plus affaire à des terres en friche, il faut poursuivre la ville alors qu'elle est habitée.

Je pense que la question d'ouvrir un nouvel âge de la démocratie se joue là. Pas seulement une démocratie locale, c'est un terme que je n'utilise pas ou peu car elle renvoie à une démocratie à plusieurs vitesses : il y aurait le local pour le quartier, et la démocratie, la grande, pour les niveaux supérieurs ! Je préfère utiliser le terme de démocratie directe, de participation pour toutes les questions et pour tous les niveaux. Je veux pouvoir donner mon avis sur mon quartier et sur l'organisation mondiale du commerce ! La ville du développement durable n'est pas qu'un problème de ville, il s'agit aussi de l'avenir de la planète.

Des comités d'initiatives citoyennes pour revaloriser la démocratie

A Bobigny, nous avons réfléchi là-dessus et nous n'avons pas voulu appeler nos structures comités de



Aujourd'hui la ville est mondiale, à l'image de Bobigny où se côtoient des citoyens de cinquante nationalités.

quartiers mais comités d'initiatives citoyennes.

Tout peut venir en débat, quartier, ville, mais la ville est aussi ville mondiale (les habitants de Bobigny sont de cinquante nationalités) ville dans son département, dans sa région, en Europe...

Par exemple, le débat sur le contrat de plan Etat-Région concerne la vie de tous. Ce qui s'est fait du point de vue concertation représente un mieux mais nous sommes loin du compte. On a besoin d'inventer des formes, des lieux de participation.

Il s'agit à la fois d'identité communautaire de gestion, de prise de parti par rapport à la capacité de nos concitoyens à s'emparer de leur destin, à agir dans leur ville, et sur leur ville.

C'est une affaire d'efficacité, car le moyen de ne pas faire d'erreurs. Nous réhabilitons la politique en la remettant entre les mains de celles et ceux pour qui elle existe, sans limiter le champ de leur action, son contenu.

C'est accepter d'entendre vraiment, d'écouter beaucoup, de se tromper parfois, d'être jugé d'une manière autre que le suffrage universel, accepter de remettre en cause ses certitudes, accepter de beaucoup apprendre, c'est bousculer, être bousculé et se bousculer.

A Bobigny, on a mis en place un observatoire des engagements, pris au moment des Assises (cent trente six engagements). C'est un droit de contrôle autonome aussi bien sur leur quotidien, les méthodes, d'élabora-

tion des projets, leur conception, leur avancée, mais aussi les retards, les difficultés. Audition des élus, documents, déplacements dans la ville, etc., en mars un rapport sera rendu. Ces expériences revalorisent le rôle des gens, le rôle des techniciens et le rôle des élus.

Les gens demandent aux élus de décider mais de décider autrement, avec eux et en permanence.

Les gens nous demandent d'organiser cela. Nous devons faire le choix d'aller chercher ceux qui n'ont jamais la parole. L'abstention ne veut pas dire désintérêt. Pour cela, il faut démontrer par les actes que la parole compte, est utile, inventive, intelligente.

Il faut travailler à croiser le travail des experts du haut et du bas et souvent les professionnels ne sont pas préparés à ça, à travailler en interdisciplinarité.

Il faut aider tous ceux qui le souhaitent au moment où ils le souhaitent à s'occuper des affaires de la cité, à faire de la politique autrement.

En même temps, nous devons poser fortement la question d'une nouvelle Constitution moderne, démocratique, et participative qui intègre ces expériences et qui donne à tous les citoyens les mêmes droits partout. ■

ABONNEMENT

- FRANCE 1 an : 320 F 2 ans : 620 F
- TARIF ETUDIANT 1 an : 280 F 2 ans : 550 F
- ETRANGER 1 an : 480 F (frais de port par voie maritime inclus)

Nom : Prénom :

Entreprise ou organisation :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél :

Abonnement à partir du n° pris à envoyer

Règlement espèce chèque postal ou bancaire

sur facturation (pour un organisme)

Economie et Politique - 2, place du Colonel Fabien
75019 Paris - Tél : 01.40.40.13.49 - 01.40.40.13.47 - Fax : 01.40.40.13.95